



ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE  
COMMISSION SCIENTIFIQUE, TECHNIQUE  
ET DE LA RECHERCHE

(CSTR/OUA)

507.2  
CST

Bibliothèque LA/LAIGRAD  
01 BP. 1703 C. Gbadougou 01  
Tél. 30 - 01 - 71/01 - 15 - 98  
Burkina Faso

22 AOUT 1994

8EME SESSION  
DU  
CONSEIL SCIENTIFIQUE AFRICAIN  
(LOME, TOGO: 28 MAI - 1ER JUIN 1990)

# RAPPORT ET RECOMMANDATIONS



P.M.B. 2359  
LAGOS - NIGERIA

3324



(CSTRIQVA)

25 AOÛT 1984



SEME SESSION  
DU

CONSEIL SCIENTIFIQUE AFRICAIN

(LIGNE TOGO: 28 MAI - 1ER JUIN 1984)

RAPPORT

ET

RECOMMANDATIONS



3284

P.M.B. 2350  
LAGOS - NIGERIA

## INTRODUCTION

La Science et la Technologie joueront sans nul doute, au cours de la dernière décennie du deuxième millénaire, un rôle décisif dans la réalisation des objectifs d'endogénéité et d'autosuffisance que visent les différents pays africains. Surmonter la dépendance exige, en effet, que les africains se dotent d'instruments scientifiques et techniques correspondant à leur mentalité, à leur originalité et à leurs besoins.

Les grandes lignes des actions à mener ont été clairement définies par l'Organisation de l'Unité Africaine, au chapitre "Science et Technologie" du Plan d'Action de Lagos (PAL). Une réorientation des politiques et des stratégies s'impose donc pour réaliser les objectifs du PAL et donner aux populations les chances d'un avenir meilleur.

Pour ce faire, il s'agira d'établir une véritable synthèse des connaissances et des savoir-faire africains, ainsi que des connaissances scientifiques et techniques extérieures, afin d'assimiler celles qui se révèlent utiles à la promotion de l'indépendance, de l'émancipation et du progrès. Cette stratégie, la seule raisonnable aujourd'hui, nécessite le **"développement systématique de l'esprit de créativité"**.

Compte tenu de l'obligation, pour la science et la technologie, de répondre aux modèles nationaux de production et de consommation, il serait important d'établir des programmes qui permettraient de dégager des directives sur le sens de la recherche scientifique, de susciter la créativité populaire dans la mise au point d'instruments techniques pour résoudre les difficultés économiques et sociales des pays africains.

Ainsi, bien que chacun des éléments de la science et de la technique doive se développer dans sa spécificité, l'une et l'autre participent à l'ensemble cohérent de la culture et doivent être intégrées aux structures sociales. Car, personne en Afrique, quels que soient son statut social et son degré d'éducation, ne doit se trouver en marge de la recherche collective d'instruments scientifiques et techniques qui serviront à résoudre les grands problèmes contemporains; **chacun doit pouvoir acquérir et transmettre un savoir et un savoir-faire.**

Prof. Couaovi A. JOHNSON  
Secrétaire Exécutif a.i.



## ORDRE DU JOUR

1. Ouverture Solennelle de la Session.
  - . Allocution du Président sortant du CSA
  - . Allocution du Secrétaire Général Adjoint de l'OUA
  - . Allocution d'ouverture de Son Excellence
 Monsieur le Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Election du Bureau .
4. Adoption du Rapport et recommandations de la 7e session
5. Questions découlant du rapport
6. Rapport d'activités des différents bureaux de la CSTR..
7. Coopération avec les organisations internationales.
8. Evaluation de l'état d'exécution des recommandations de la 7e session
9. Orientation de la politique scientifique et technique de l'OUA pour la décennie 1990-2000, et perspectives d'avenir
10. Restructuration du CSA et de la CSTR
11. Projets en préparation
12. Distribution/Circulation des publications de la CSTR
13. Questions diverses ..
14. Lieu et date de la prochaine session ..
15. Recommandations de la huitième Session du Conseil Scientifique pour l'Afrique .
16. Cérémonie de clôture

## PROGRAMME DE TRAVAIL

### LUNDI 28 MAI

1. Ouverture Officielle.
2. Adoption de l'ordre du jour et du Programme de travail.
3. Election du Bureau.
4. Adoption du Rapport et Recommandation de la 7ème Session.
5. Questions découlant du Rapport
  - Bureau Inter-africain des Sols (B.I.S)
  - Financement des projets de la CSTR/OUA.
  - Réunion de comité Exécutif du CSA.
  - Délégation du CSA à ADDIS-ABABA

### MARDI 29 MAI

6. Rapport d'Activités des différents bureaux de la CSTR.
  - a) Secrétariat Exécutif (bureau de Lagos).
  - b) Conseil Phytosanitaire Inter-africain (Yaoundé)
  - c) Bureau Inter-africain de Ressources Animales (Nairobi).
  - d) Bureau de coordination du SAFGRAD (Ouagadougou).

### MERCREDI 30 MAI

- e) Bureau de coordination du projet du Fouta-Djallon (Conakry).
- 7) Coopération avec les Organisations internationales.
- 8) Evaluation de l'état d'exécution des Recommandations de la 7ème Session du CSA.
9. Orientation de la Politique Scientifique et Technique de l'OAU pour la décennie 1990 - 2000. et perspectives d'avenir.

## JEUDI 31 MAI

10. Restructuration du SCA et de la CSTR.
11. Projets en préparation.
12. Distribution/circulation des Publications de la SCTR.
13. Questions Diverses.
14. Lieu et Date de la prochaine Session.

## VENDREDI 1er JUIN

15. Adoption du Rapport et Recommandations.
16. Cérémonie de Clôture.

## DOCUMENTS DE TRAVAIL

1. Rapport et Recommandations de la 7ème Session du CSA.
2. Ordre du Jour Provisoire de la 8ème Session.
3. Rapport d'Activités du Secrétariat Exécutif de la CSTR (Lagos).
4. Rapport d'Activités du Conseil Phytosanitaire Interafricain
5. Rapport d'Activités du Bureau de Coordination du SAFGRAD.
6. OUA AN 25 - Activités Scientifiques Techniques et de Recherches.
7. Rapport d'Activités du Bureau Interafricain des Ressources Animales.
8. Rapport de la Mission d'Evaluation du Projet d'Aménagement Intégré du Fouta-Djallon.
9. Extrait du Rapport du Comité Ad-hoc des quatorze sur la réforme des structures de l'OUA.



## POINT 1. OUVERTURE SOLENNELLE DE LA SESSION

La cérémonie d'ouverture a été marquée par trois allocutions:

- . Allocution du Président sortant du CSA
- . Allocution du Secrétaire Général Adjoint de l'OUA (ESCAS)
- . Allocution d'ouverture de Son Excellence Monsieur le Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique du Togo.

## POINT 2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DU PROGRAMME DE TRAVAIL

Le Secrétaire Exécutif a.i. a présenté le projet de l'ordre du jour. Les délégués ont posé un certain nombre de questions de clarification sur quelques points; ils ont regretté l'absence d'un ordre du jour annoté et ont proposé d'ajouter deux points nouveaux à savoir: le **point 7**: évaluation de l'état d'exécution des recommandations de la 7<sup>e</sup> session du CSA; et le **point 8**: état de la coopération avec les organisations internationales.

Après quoi les délégués ont adopté un horaire de travail, fixé comme suit:

Matinée: 08H30 - 12H30

Après-midi: 15H30 - 18H30

## POINT 3. ELECTION DU BUREAU

Les délégués ont élu un bureau composé comme suit :

Président: Prof. Messan GNININVI (Togo)

Vice-Président: Prof. H. F. AYEDI (Tunisie)

Rapporteur français: Dr. F. GASENGAYIRE (Rwanda)

Rapporteur anglais: Prof. Brown CHIMPHAMBA (Malawi)

## POINT 4. ADOPTION DU RAPPORT ET RECOMMANDATIONS DE LA 7<sup>ME</sup> SESSION

Le Secrétaire Exécutif a.i. a précisé qu'il s'agissait de vérifier la conformité de la version imprimée du rapport avec le texte adopté à Nairobi à l'issue des travaux de la 7<sup>e</sup> session. Les délégués ont relevé quelques coquilles. Ils ont ensuite regretté la production et la transmission tardive du rapport et ont recommandé de faire diligence à l'avenir.

## POINT 5. QUESTIONS DECOULANT DU RAPPORT

### a) Bureau Inter-Africain des Sols (B.I.S.)

Le Secrétaire Exécutif a informé les membres du Conseil Scientifique Africain que les démarches entreprises en vue d'éviter la fermeture du Bureau Inter-Africain des Sols n'ont pas abouti. En conséquence les activités de ce Bureau ont été transférées au siège de la Commission à Lagos. Mais, du fait que des ressources adéquates n'aient pas été budgétisées, les activités de ce secteur sont restées en veilleuse.

A son tour, l'ancien Directeur du bureau est intervenu pour apporter des compléments d'informations. Il a précisé aux participants que le BIS existait depuis l'ère coloniale et que son siège était basé à Paris. Le transfert de son siège à Bangui n'a eu lieu qu'en 1967. Depuis, ce bureau a connu de nombreuses difficultés de fonctionnement; la fermeture de ce bureau est intervenue en 1986. Le Directeur a, en outre, souligné que les caisses contenant toute la documentation relative à ce bureau n'ont pas été déballées par manque de local approprié.

Les membres du Conseil Scientifique Africain, ayant pris note que les recommandations faites au Secrétariat Général de l'OUA n'ont pas été exécutées, ont souligné l'importance de la recherche dans le domaine des sciences des sols et recommandé la nécessité d'adapter le fonctionnement de ce bureau aux moyens actuellement disponibles. Le Directeur a fait remarquer qu'il est possible d'élaborer et d'exécuter un programme minimum axé sur la documentation et la circulation de l'information.

Enfin le Conseil a été informé par un Représentant du Secrétariat de l'existence d'un réseau des sols dont le centre de coordination se trouve au Ghana.

Sur ce point et à la lumière des observations faites, le Conseil a donné mandat au Secrétariat exécutif:

- de vérifier l'état du matériel non déballé à Lagos;

- d'élaborer un programme minimum de travail à soumettre à la prochaine réunion du Conseil exécutif du CSA;

- d'approcher le réseau des sols dont le centre de coordination se trouve au Ghana en vue d'une meilleure harmonisation de leurs programmes et d'une éventuelle coopération.



## **b) Financement des Projets de la CSTR/OUA**

A ce sujet l'accent a été mis sur les mécanismes de financement des projets. Le Secrétariat Exécutif a insisté sur les deux mécanismes en vigueur au niveau de la commission à savoir, les sources de financement multilatérale et bilatérale.

Il est à noter que la part du Secrétariat Général de l'OUA dans le financement de la Recherche-Développement demeure toujours à un niveau insuffisant et que le seul problème auquel se trouve confronté le Secrétariat Exécutif est celui de la gestion des fonds, qui nécessite de passer par l'intermédiaire d'une Agence d'exécution, par manque de structure appropriée au niveau du Secrétariat.

Les membres du Conseil ont, tour à tour, apprécié le bon fonctionnement de ces mécanismes de financement. Ils ont en outre fait ressortir que les Agences d'exécution décident le plus souvent de la voie à suivre. C'est pourquoi ils ont souligné la nécessité de renforcer la CSTR/OUA de compétences adéquates dans le domaine et de veiller, si besoin en est, à

ce que des précautions soient prises avant de choisir une Agence d'exécution.

Le Conseil a enfin mandaté le Secrétariat Exécutif à prendre en compte, dans la Recherche de financement, les projets à caractère phytosanitaire.

## **c) Réunion du Comité Exécutif du CSA**

Compte tenu de difficultés financières, le Comité Exécutif n'a pas pu tenir ses deux réunions conformément au règlement intérieur. Il s'agira donc de voir comment s'organiser pour qu'il y ait au moins une réunion par an.

## **d) Délégation du CSA à ADDIS-ABEBA**

Pour deux raisons la délégation n'a pas pu se rendre à ADDIS-ABEBA:

- les contraintes financières;
- les rumeurs concernant la fermeture de certains bureaux.

Le Conseil en a pris note et a invité le Secrétariat Exécutif à remettre sur pied une délégation restreinte en vue de se rendre à ADDIS-ABEBA dans le cadre de la mise en application de nos recommandations.

## **POINT 6. RAPPORT D'ACTIVITES DES DIFFERENTS BUREAUX DE LA CSTR**

### **a) RAPPORT DU SECRETARIAT EXECUTIF DE LA CSTR(BUREAU DE LAGOS)**

Depuis la 7ème session du CSA à Nairobi, les activités menées traduisent un effort de mise en oeuvre des recommandations issues de celle-ci. Elles ont porté sur:

1. Dans le domaine de la **promotion des Plantes Médicinales, la Pharmacopée et la Médecine Traditionnelles**
  - la publication du Volume 1 (version arabe) et du Volume 2 (Versions anglaise et française) de la Pharmacopée Africaine. Les Versions arabe du Volume 2 et portugaise du Volume 1 sont en préparation;
  - la tenue, à Abuja (Nigéria), du 4ème Symposium sur les Plantes Médicinales et la Pharmacopée Traditionnelle africaines. Il s'est déroulé du 18 au 22 Juillet 1988 et a rassemblé une cinquantaine de participants.
  - Il ressort de ces assises, la nécessité de promouvoir et d'institutionnaliser la pratique de la Médecine Traditionnelle en Afrique.
  - Parallèlement s'est tenue la 10ème réunion du Comité Inter-africain de la CSTR/OUA sur les Plantes Médicinales et la Médecine Traditionnelle africaine;
  - les enquêtes ethnobotaniques recommandées par le CSA ont débuté; la première a eu lieu au Nigéria Occidental en 1989. La seconde aura lieu au cours de l'année 1991;
  - la production de drogues à partir des plantes médicinales est aussi une activité recommandée par le CSA; les démarches sont en cours avec l'ONUDI pour la formulation du projet.

2. Dans le domaine de la **Recherche pour l'amélioration de la qualité des sols** en vue d'accroître le rendement agricole;



le Centre Africain de Développement des Engrais (CADE) a vu le jour au Zimbabwe. Depuis Nairobi, deux réunions du Conseil d'Administration du Centre se sont tenues et un Directeur intérimaire a été nommé. Un budget provisoire de 400.000 Dollars EU a été approuvé pour la première année de fonctionnement;

les activités liées aux Sciences du sol traditionnellement menées à partir du BIS (Bangui) se poursuivent tant bien que mal au bureau de Lagos où le seul scientifique restant du BIS a été transféré. Avec les maigres ressources mises à sa disposition, il a pu:

- réunir la troisième session du Conseil des Pédologues africains qui est l'organe consultatif de la CSTR en matière des sciences du sol;

- entreprendre deux visites de liaisons, l'une en Afrique de l'Ouest, l'autre en Afrique de l'Est et Australe, dans le but de recueillir des informations.

3. S'agissant de la **promotion sur le Continent de la Recherche et Développement en Sources d'Energies Nouvelles et Renouvelables (SENR)**, la CSTR a organisé la première réunion du Comité Scientifique sur les SENR et la seconde réunion du Comité Inter-africain sur les SENR pour discuter de l'orientation à donner aux activités de la CSTR dans ce domaine.

4. **Dans le domaine de l'Environnement**, le Secrétariat Exécutif a continué ses actions, à la lumière des recommandations du CSA dans deux directions spécifiques:

- l'Environnement marin et côtier, où un Projet Pilote de lutte contre l'érosion côtière en Afrique de l'Ouest et Centrale a été mis au point et est en voie d'exécution; un projet du même type est à l'étude pour la zone côtière Est-africaine;

- la préservation et l'aménagement des écosystèmes forestiers humides; une activité très importante que le Conseil des Ministres recommande à la CSTR de continuer à mener à partir du Bureau de Lagos.

5. **S'agissant des activités liées à l'Agriculture, l'Océanographie et les Pêches** outre,

- un programme de relance des activités relatives au sous-secteur des Pêches a été conçu. Il devra porter sur trois années et son objectif final est d'aboutir à une meilleure utilisation des ressources halieutiques et, par voie de conséquence, leur contribution à atteindre l'autosuffisance alimentaire en Afrique. La première année sera consacrée à la redynamisation du Comité et les deux autres, à la formation sous forme de séminaires et ateliers.

6. **Un autre domaine prioritaire des activités de la CSTR est le Développement des Ressources Humaines**

Outre le volet "Formation" de tous les projets mise en oeuvre par la CSTR, des programmes spéciaux de formation sont mis en oeuvre; ce sont:

Un programme de Formation de Gestionnaires de Projets agricoles, connu sous son sigle anglais AMTA, est en oeuvre depuis 1985. Il en est à présent à son 4ème sous-programme ou AMTA IV. Il est prévu un sous programme AMTA V. A la fin de son cycle, ce sont environ 800 à 1000 cadres de tous ordres qui seront formés et le programme aura aussi contribué à l'amélioration de la gestion des projets du secteur rural en Afrique.

La CSTR gère aussi un programme de Formation en Pharmacognosie - Pharmacologie et Phytochimie des Plantes Médicinales africaines, niveau Maîtrise - Doctorat et Post-Doctorat. Cette formation universitaire s'adresse aussi à des domaines tels que l'Informatique, les Sciences Biomédicales, ainsi que le perfectionnement d'enseignants universitaires.

7. **Enfin, afin de jouer pleinement son rôle dans la promotion et la coordination de la Recherche Scientifique et Technologique dans les Etats-membres**, la CSTR élaboré un certain nombre de publications, en vue de la dissémination et de la circulation de l'Information entre chercheurs africains; ce sont:

- les compte-rendus des réunions techniques, séminaires, ateliers, symposia;

- des revues périodiques, et des ouvrages scientifiques de référence.



8. Après l'exposé du Secrétaire Exécutif a.i., **les interventions des délégués** se sont focalisées sur deux problèmes essentiels ayant trait à la formation et à la diffusion/restitution de l'information.

9. A ce sujet, ils ont souligné l'importance accrue du **développement des ressources humaines** en tant que facteur indispensable pour le succès des autres projets. La formation devrait mettre l'accent sur la maîtrise et le transfert des technologies. Les délégués ont soutenu la proposition avancée par le représentant de l'UNESCO de mettre en place des stratégies conjointes UNESCO - CSTR dans le domaine de la formation notamment en relation avec les projets UNESCO sur les biotechnologies, la réfrigération solaire, l'énergie photovoltaïque, et la formation des ressources humaines pour l'intégration de la Science et de la Technique dans le processus du développement national.

10. **Sur la question de diffusion de l'information sur les activités de la CSTR**, les délégués ont déploré l'inefficacité des canaux utilisés à cet effet, tout en reconnaissant l'existence réelle des difficultés de communication en Afrique.

11. **Les autres questions** soulevées ont pour l'essentiel porté sur la nécessité d'établir des priorités au niveau des activités de la CSTR pour optimiser les efforts, sur l'approche méthodologique suivie notamment dans le domaine de la médecine traditionnelle et de la recherche sur les plantes médicinales, ainsi que sur les relations de coopération entre la CSTR, les Organisations internationales et les autres organisations fondées par l'OUA telle que, l'Union Panafricaine de la Science et de la Technologie (UPST) dont les Programmes adoptés récemment Portent sur les mêmes thèmes que ceux de la CSTR. Il est à craindre que les deux institutions fassent double emploi et s'adressent aux mêmes bailleurs de fonds pour la mise en oeuvre de leurs programmes respectifs.

12. Le Secrétaire Exécutif a.i. a fourni les clarifications nécessaires sur certaines des interrogations soulevées, complétées par certains membres de la CSTR.

#### b) **RAPPORT DU BUREAU DU CPI A YAOUNDE**

1. Le Directeur a fait un bref historique du Conseil phytosanitaire interafricain (CPI), Organisme intergouvernemental ayant la mission de protéger les cultures, les produits végétaux et le continent africain, contre les contaminations parasitaires de toutes origines.

2. Le Secrétariat Scientifique du CPI assure en même temps les fonctions dévolues à celui de la structure de l'OUA en matière phytosanitaire.

3. Le Directeur a également fait un bref rappel des **termes de référence du CPI, de ses objectifs et de ses organes scientifiques et techniques** que sont:

- **L'assemblée générale** composée des experts phytosanitaires délégués des 50 pays membres du CPI, ayant pour mission scientifique d'approuver le programme d'action du CPI;

- **Le Comité exécutif**, constitué des 12 experts phytosanitaires sélectionnés par régions sur la base de leur formation académique et de leur expérience respective en matière phytosanitaire en Afrique, dont la mission est d'examiner annuellement les activités conduites par le Secrétariat scientifique du CPI dans le cadre du programme d'action assigné par le conseil;

- **Le Secrétariat Scientifique**, organe chargé de la mise en exécution du programme d'action du CPI;

- **Le Conseil Scientifique Consultatif** composé d'experts spécialistes des différentes disciplines phytosanitaires des cultures; ayant mission d'examiner les activités menées et d'en donner des avis scientifiques et techniques;

- **Les Comités d'Experts Africains** en différentes disciplines de la protection des végétaux, charges d'étudier les problèmes phytosanitaires rentrant dans le cadre de leur discipline professionnelle de formation.

4. Traitant de la **structure du bureau**, il a mis l'accent sur les:

- Postes techniques budgétisés demeurés vacants depuis plusieurs années;

- Postes des traducteurs (anglophone et arabophone) et de Secrétaire arabe.

- Sections techniques dont la création au bureau constitue une nécessité scientifique en raison de leur caractère technique spécifique;

- malherbologie,



- informatique (données phytosanitaires).
5. S'agissant des structures extérieures du CPI que constituent les services phytosanitaires nationaux, le Directeur a déploré le fait que de nombreux pays membres demeurent encore dépourvus de ces structures; certains des Etats qui en sont dotés, ne possèdent que des unités centrales non décentralisées, ni adéquatement équipées pour l'accomplissement efficace de leurs missions phytosanitaires nationales.
  6. Le programme d'actions phytosanitaires dont les grandes lignes suivent a ensuite été présenté:
    - **Sous-Programmes d'actions de:**
      - Quarantaine et Formation phytosanitaire
      - Ravageurs et Pesticides en agriculture et en sylviculture
      - Malherbologie en agriculture et en sylviculture
      - Informatisation dans les études des problèmes phytosanitaires des cultures et des produits végétaux en Afrique.
    - **Actions spécifiques:**
      - Etude, renforcement et création des structures et des infrastructures scientifiques et techniques phyto- sanitaires
      - Formation des cadres phytosanitaires pour les Services nationaux de la protection des végétaux
      - Diffusion des informations phytosanitaires
      - Publications scientifiques
      - Projets de développement
        - Visites de Liaisons techniques dans les Etats membres
        - Mise en oeuvre des recommandations de la 7ème Session Ordinaire du Conseil Scientifique Africain (CSA).
  7. Un exposé est fait des réalisations effectuées dans le cadre des sous-programmes et des actions spécifiques.

8. Les activités ont fait l'objet de rapports techniques distincts, approuvés par le comité exécutif et le conseil scientifique consultatif du CPI convoqués en réunion conjointe pour la circonstance en Août 1989 à Yaoundé (Caméroun) et par le conseil des Ministres de l'OUA au cours de ses deux dernières assises. Les recommandations qui en ont résulté figurent au rapport introduit par le bureau.
9. Il a déploré d'une part l'anarchie qui caractérise les introductions, les reproductions et les lâchages en Afrique des organismes d'origines étrangères, et d'autre part l'absence dans les Pays importateurs, des infrastructures scientifiques et techniques de quarantaine phytosanitaire.
10. Les activités conduites ont aussi conduit à l'élaboration des projets de développement sur des termes de référence définis en fonction de principales contraintes phytosanitaires mises en évidence, lors des études d'évaluation de la situation des productions agricoles en Afrique, de celle des structures et des infrastructures scientifiques et techniques, ainsi que des systèmes de la protection des végétaux qui interviennent dans le processus d'amélioration de ces productions. Ces projets n'attendent plus que les fonds de Financement pour leur mise en oeuvre.
11. Le problème de formation dans ce domaine a une fois de plus retenu l'attention des délégués pour déplorer l'insuffisance, sinon le manque de techniciens qualifiés dans plusieurs pays africains. Il a été fait état de difficultés que connaissent les centres de perfectionnement créés, et ayant particulièrement trait à l'accueil et au choix des étudiants.
 

Les délégués ont aussi relevé un déséquilibre chronique et grave du budget du Conseil phytosanitaire interafricain en faveur du fonctionnement au détriment des activités. Il a été vivement recommandé au C.P.I. d'identifier quelques créneaux limités, mais porteurs, à des activités prioritaires devant être programmées et réalisées.
12. S'agissant de nombreuses maladies qui envahissent le Continent, l'on a déploré le manque de concertation des pays et des réseaux existants, pour une lutte coordonnée et efficace. Le Directeur du CPI a expliqué que cet état de choses est du au manque de ressources financières. Il a aussi indiqué que la prolifération des maladies résulte en grande partie de l'absence dans plusieurs pays, d'infra-structures nationales de quarantaine, et du fait que



le règlement phytosanitaire n'est pas appliqué. Des introductions d'espèces végétales faites au titre de la recherche sont elles-mêmes source de propagation de maladies en l'absence du contrôle phytosanitaire.

Ces maladies occasionnent des dépenses énormes pour les pays frappés, alors qu'elles peuvent être prévenues moyennant la mise sur pied d'infrastructures sus-évoquées pour lesquelles les investissements sont fort limités.

### c) **RAPPORT DU BUREAU INTERAFRICAIN DES RESSOURCES ANIMALES (NAIROBI)**

Lors de sa présentation, le Directeur a indiqué que les activités de son bureau portent sur trois domaines importants, notamment:

(1) La Santé Animale

(2) La Production Animale

(3) Les Projets et Publications

#### **1. SANTE ANIMALE**

1.1 Les activités de cette section comprennent les Avis Consultatifs à donner aux Etats Membres sur la lutte contre les maladies animales, la publication et la dissémination des informations sur les statistiques des maladies: le bureau publie l'Annuaire sur la Santé Animale.

#### **1.1 Tiques et Maladies Transmises par les Tiques**

Le Directeur a indiqué qu'il existe une collaboration active entre l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le laboratoire International de Recherche sur les maladies et la lutte contre les tiques et les maladies transmises par les tiques. Le Bureau a tenu une réunion en 1987 à Blantyre, au Malawi dont les résultats ont été publiés. La prochaine réunion se tiendra cette année à Kampala, en Ouganda.

#### **1.2 Projet sur la Trypanosomiase Animale**

Depuis sa 7ème session en 1986, le Conseil Scientifique International de Recherche et de Lutte contre la Trypanosomiase (ISCTRC) a tenu 2 réunions, l'une à Lomé, TOGO en 1987 et l'autre à Mombassa, KENYA en 1989. Les compte rendus de ces réunions ont été publiés et servent de

documents de référence. Certains des résultats de la recherche publiés sont en voie d'application sur le terrain; par exemple l'utilisation des pièges et cibles dans la lutte contre les mouches tsé-tsé. Le Bureau élabore actuellement des Projets pour la lutte contre les mouches tsé-tsé et la Trypanosomiase.

#### **1.3 Campagne Panafricaine contre la Peste Bovine (CPPB)**

Le Directeur a réaffirmé que les stratégies mises au point pour la campagne sont excellentes et que la peste bovine est désormais entièrement éradiquée en Afrique: aucun nouveau foyer de la maladie n'a été signalé en Afrique de l'OUEST au cours des deux dernières années. Seuls deux pays ont signalé l'existence de la peste bovine en Afrique de l'Est au cours de cette année. Un accent est actuellement mis sur la redynamisation des services vétérinaires en vue de parvenir à l'éradication globale de la maladie. Jusqu'ici, 57,5 millions d'ECU ont été débloqués sous forme d'un don de la CEE à l'OUA pour les 2 premières années de la campagne.

#### **2. PRODUCTION ANIMALE**

2.1. Les cartes de la répartition du bétail ont été actualisées et distribuées aux Etats Membres.

2.2 Unités d'Appui au Développement des Bovins Trypanotolérants en Afrique

Le Directeur a indiqué que le N'dama et quelques espèces de zébu sont trypanotolérants. En collaboration avec ILCA et ITC, IBAR créera prochainement des centres de multiplication des animaux trypanotolérants. Ces animaux seront disséminés dans les zones infectées de tsé-tsé. Le Bureau a publié un livre intitulé "Ressources Génétiques Animales en Afrique" qu'il a distribué aux Etats Membres.

2.3 Populations Animales

En Afrique la population animale compte approximativement 173 millions de bovins, 193 millions de ovins et 161 millions de caprins. La répartition de ces espèces dépend de la densité des populations humaines, de la disponibilité en eau et fourrage et de la fréquence des maladies.



## 2.4 Conservation et Aménagement des Ressources Génétiques Animales

Le Directeur a informé le Conseil que la conservation du matériel génétique indigène s'avère importante et que des programmes d'élevage du bétail sont mis au point dans les diverses zones écologiques. Des banques de données ont été instituées au sein de l'IBAR tandis que des banques génétiques sont en création avec la collaboration de la FAO. A cet effet, le Bureau a publié un livre intitulé "Ressources Génétiques Animales en Afrique".

## 2.5 Amélioration des Petits Ruminants

Il a été indiqué que depuis la dernière réunion du Conseil, 2 ateliers ont été organisés, l'un pour l'Afrique Australe et de l'Est et l'autre pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Ces ateliers ont identifié les résultats de recherches devant améliorer l'élevage et la lutte contre les maladies dans la production des petits ruminants. Les comptes rendus de ces ateliers ont été publiés. Des ateliers régionaux sur la recherche et le développement de la production des petits ruminants ont été également organisés en collaboration avec ILCA et CRDI.

## 2.6 Utilisation de Sous-produits Agro-Industriels et de Résidus Agricoles dans la production du Bétail

Le Directeur a indiqué que ces produits comprennent le tourteau de coton, le tourteau de copra, les melasses, le tourteau d'arachide, etc. Il est créé un Réseau Africain de Recherche pour les sous-produits agricoles dont l'IBAR est membre. Un atelier conjoint IBAR/ICCA/CRDI a été organisé en Décembre 1988 en vue d'examiner l'application des résultats de la recherche en matière de sous-produits et de fourrage. Les comptes rendus de cet atelier ont été publiés et distribués aux Etats Membres.

## 3. PUBLICATIONS

Le Directeur a informé le Conseil que IBAR publie des documents en français et anglais: un journal trimestriel; des rapports hebdomadaires, mensuels et trimestriels; des cartes de répartition du bétail et des comptes rendus.

## 4. COOPERATION INTERNATIONALE

IBAR coopère et collabore avec d'autres Organismes Internationaux traitant de ressources animales.

## Débat

A l'issue de la présentation du rapport, les membres du Conseil ont exprimé leur satisfaction pour la manière dont le rapport a été élaboré et présenté et se félicitent des activités et réalisations du Bureau; ils l'ont exhorté à continuer dans cette bonne voie.

## d) RAPPORT SUR LE PROJET DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT DE CEREALES EN ZONES SEMI-ARIDES (S.A.F.G.R.A.D.)

Le rapport a été présenté par le coordonateur international du Safgrad basé à Ouagadougou, en 5 points:

- 1.) l'historique du projet
- 2.) les objectifs du projet
- 3.) la structuration administrative du Bureau
- 4.) les réseaux
- 5.) les principales réalisations du Safgrad

**HISTORIQUE:** Le Safgrad est né en 1976 à la suite des graves sécheresses qui ont sévi depuis 1970 dans les zones semi-arides d'Afrique. Son mandat géographique est limité à la région semi-aride des Etats membres de la Savane Sahélienne et de la Savane Nord-Guinéenne.

**LES PRINCIPAUX OBJECTIFS PRESENTES** sont les suivants:

- La coordination des activités afin d'éviter les duplications,
- La promotion et la diffusion de l'information,
- Le renforcement des programmes nationaux de recherche par des formateurs,
- La promotion, la diffusion et le transfert des technologies,
- L'OUA définit la politique du Safgrad et la CSTR sert d'identité juridique. L'organisation administrative comporte:
  - Un conseil de Directeurs Nationaux de la recherche Agricole,
  - Un conseil d'administration,



- Les comités Directeurs des réseaux,
- Le Bureau de coordination du Safgrad.

Après avoir défini les attributions assignées à chacun de ces organes, le coordonnateur international devait préciser la nature des activités du Safgra qui touchent les cultures vivrières: le **sorgho**, le **maïs**, le **niébé** et le **millet**. Ensuite, il a précisé la nature des activités de chaque réseau. Le Safgrad collabore étroitement avec des Centres Internationaux de Recherche Agricole pour l'administration de ses réseaux. Ce sont l'Institut International d'Agriculture Tropicale (IITA) et l'Institut International de Recherche sur les Cultures de Zones Tropicales Semi-Arides (ICRISAT). Ces deux Instituts fournissent des coordonnateurs de réseaux à plein temps et organisent les réunions des comités directeurs et débloquent les fonds nécessaires aux fonctionnements des réseaux.

En plus des 4 réseaux relatifs aux 4 cultures vivrières le Safgrad administre un réseau d'Etudes des Systèmes de production en Afrique de l'Ouest.

Quatre nouveaux réseaux seraient administrés par le Safgrad dans les domaines.

- de la recherche agroforestière,
- du mil en Afrique occidentale et centrale, en collaboration avec l'ICRISAT,
- de la traction animale en Afrique Occidentale
- de la RSP en Afrique orientale et Australe.

## DES REALISATIONS

- Accroissement des productions vivrières grâce aux réseaux;
- Identification des contraintes de productions et de Recherche faite par les réseaux respectifs;
- Etablissement des centres avancés: centres dotés de capacités requises pour servir de centres avancés de recherche sur certains facteurs;

- Projets de recherche coopérative: ces projets donnent aux différentes institutions des SNRA membres, l'occasion de proposer des variétés;
- Vulgarisation : (niébé, maïs, sorgho);
- Amélioration de la tolérance aux maladies;
- Aide aux SNRA faibles;
- Formation de Courte durée;
- Echange d'information.

Après lecture du rapport, les questions formulées par les membres du conseil ont porté essentiellement sur:

- 1) Les précisions à donner par le coordonnateur international du projet sur les réalisations concrètes des activités; lesquelles réalisations n'apparaissent pas clairement à la lecture du rapport et à la présentation de celui-ci;
- 2) L'opportunité de créer et d'aider des centres dits avancés dans des zones humides, notamment le réseau maïs.

Une question a été posée, sur les Instituts Internationaux (IITA et ICRISAT) qui participent à plus de 50% dans les activités des différents réseaux. Dans ce cas, quelle serait la politique et les possibilités réelles de prise en main, tant du point de vue de la gestion des fonds de ces réseaux que du point de vue de leurs organisations sur le plan technique.

## e) RAPPORT DU BUREAU DE COORDINATION INTERNATIONALE DU PROJET D'AMENAGEMENT INTEGRE DU MASSIF DU FOUTA DJALLON

Le Secrétariat a présenté un rapport d'évaluation des activités de ce bureau dont le responsable n'a pas fait le déplacement de Lomé.

Après avoir fait les rappels nécessaires des conditions dans lesquelles ce rapport d'évaluation a été demandé par le Conseil des Ministres, l'orateur a retracé la genèse du projet et donné des indications sur les principales activités menées dans la première phase. Il a ensuite présenté au conseil les propositions d'activités à mener au cours de la seconde phase et dont un projet de budget a été soumis au Comité Consultatif budgétaire.



L'orateur a indiqué qu'une crise s'était déclenchée entre le Gouvernement du pays hôte et le Coordonnateur International qui avait estimé à la fin de la première phase que le projet était terminé et que l'OUA devrait fermer le bureau de coordination.

Toutefois à la suite de la mission d'évaluation, le Secrétariat Général a soumis le rapport de la dite mission à la 51<sup>e</sup> session ordinaire du Conseil des Ministres qui l'a adopté et entériné toutes les recommandations de cette mission.

Les discussions ont porté sur:

- les raisons de l'absence du coordinateur;
- la vocation du projet;
- les recommandations du rapport d'évaluation.

A l'issue de débats approfondis, les membres du conseil ont:

- réitéré les recommandations de la 7<sup>e</sup> session ayant trait à ce projet;
- pris acte du rapport d'évaluation;
- souscrit aux recommandations du rapport avec amendements.

## **POINT 7. COOPERATION AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES**

Dans le point fait sur cette question les membres du conseil ont été informés:

- de l'état et des domaines de coopération de la CSTR et des bureaux sous régionaux avec les différentes organisations internationales;
- des créneaux futurs de coopérations. A ce sujet des propositions constructives ont été faites par les représentants des organisations présentes aux assises. Ainsi:

- 1) L'UNESCO suggère une rencontre entre le Bureau Régional de l'UNESCO et la CSTR pour élaborer la stratégie de développement des Ressources humaines dans le domaine de la science et de la technologie; un programme sur les Biotechnologies auquel la CSTR peut s'associer est en cours d'élaboration.

- 2) L'OMS se propose d'assurer: la diffusion de tous les documents de la CSTR aux pays membres et a demandé qu'une rencontre soit organisée avec la CSTR pour arrêter les critères, de formation et discuter des projets de recherches ayant trait à l'environnement, à l'assainissement et à l'eau.

- 3) La FAO soutient le développement des structures nationales de Recherche agronomique sur le plan de l'équipement, de la formation et des financements.

- 4) L'ONUDI peut intervenir dans les domaines:

- des Biotechnologies;
- des énergies renouvelables;
- des Technologies alimentaires;
- des engrais;
- de la formation;
- de la diffusion des documents;
- de la promotion des projets de développement.

Dans le cadre de la Formation, les créneaux à privilégier sont ceux retenus dans le cadre de Castafrica II; auxquels il faut ajouter:

- le secteur informel; une attention particulière devra être accordée à la formation de la femme.

## **POINT 8. EVALUATION DE L'ETAT D'EXECUTION DES RECOMMANDATIONS DE LA 7EME SESSION DU CSA**

Le Secrétaire Exécutif, en introduisant ce point, a passé en revue l'ensemble des recommandations en mettant l'accent sur les difficultés rencontrées dans leur mise en oeuvre. Le Conseil a noté avec satisfaction, que la plupart de ces recommandations ont été exécutées dans leurs grandes lignes. Il a invité le Secrétariat Exécutif à redoubler d'efforts pour que les activités découlant de ces recommandations soient menées dans leur totalité au cours des quatre prochaines années.

## **POINT 9. ORIENTATION DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DE L'OUA POUR LA DECENNIE 1990-2000 ET PERSPECTIVES D'AVENIR**

Les membres du conseil ont écouté la communication du Représentant du Secrétariat Général de l'OUA. Après avoir réitéré l'engagement du siège à promouvoir la Science et la Technique considérée comme l'une des voies



permettant le développement des pays Africains, il a fait état des préoccupations actuelles du siège eu égard à la raréfaction des ressources. Il s'agit:

- de fusionner les actions parallèles afin d'éviter le chevauchement, ou le double emploi;
- d'exploiter toutes les possibilités existantes;
- de donner la priorité aux Recherches en Sciences Nucléaires et en Sciences informatiques.

Par ailleurs, il a demandé à ce qu'une réflexion soit menée sur les mécanismes d'octroi de Prix pour encourager les jeunes à l'esprit scientifique et a rappelé que l'UPST est le seul organe de l'OUA habilité à procéder à l'inventaire des capacités actuelles en matière d'institutions de Recherche.

Enfin il a présenté les Institutions Internationales avec lesquelles le Secrétariat général coopère pour la mise en oeuvre des Plans (PAL, APPER) et déclarations (d'Addis- Abéba).

Le Conseil a examiné la question et a conclu que les préoccupations actuelles (sur les sciences nucléaires, l'informatique, les conditions d'attribution des Prix) ne sont pas nouvelles; elles ont été en exergue dans le PAL, APPER...

Il a adhéré à la préoccupation du siège sur la rationalisation des démarches en vue d'éviter de gaspiller les ressources très modiques disponibles; à ce sujet il a demandé que la CSTR et le Secrétariat général entreprennent une étude sur l'état de fonctionnement des centres existants, et à la lumière de laquelle des décisions pourront être prises.

#### **POINT 10. RESTRUCTURATION DU CSA ET DE LA CSTR**

Introduisant le point de l'ordre du jour, le Secrétaire Général Adjoint Chargé de l'ESCAS s'est référé au document distribué aux délégués: **"Extrait du Rapport du Comité Ad-hoc des Quatorze sur la réforme des structures de l'OUA"**.

Concernant la CSTR, le Secrétaire Général Adjoint a indiqué que le siège du Secrétariat Général de l'OUA ne dispose pas de toutes les compétences requises pour superviser et coordonner toutes les activités qui s'effectuent dans les différents bureaux régionaux et celles relevant de la CSTR. Un seul fonctionnaire est chargé de tout ce secteur au siège et rencontre pas mal de difficultés, a-t-il poursuivi.

Ainsi, il a invité le CSA à réfléchir et à proposer des recommandations concrètes sur les modifications qui pourraient être opérées sur le plan organisationnel et structurel afin d'assurer une meilleure coordination et une rationalisation des activités dans ce domaine.

Il a enfin exhorté les membres du CSA à tenir compte dans leur réflexion du fait que, pour des raisons d'ordre économique et financier, que tout le monde connaît, toute demande d'augmentation d'effectifs est vouée à l'échec.

La discussion qui a suivi a soulevé un bon nombre d'interrogations portant sur le travail d'évaluation effectué par le consultant à cet effet. Certains délégués ont trouvé que ce travail n'était pas approfondi, que l'expert n'avait pas fait une consultation suffisante au sein notamment des structures de la CSTR; et ont souhaité qu'une évaluation de toute la politique scientifique et technique de l'OUA soit faite.

Le Secrétaire Exécutif a.i. est intervenu pour donner quelques clarifications sur la documentation dont il disposait sur ce sujet et a exhorté le CSA à apporter sa contribution à la réorganisation en cours au sein de l'OUA avant qu'il ne soit trop tard. Des discussions qui ont suivi il en est résulté qu'une recommandation devait être clairement élaborée par le Conseil et transmise officiellement au Secrétariat Général de l'OUA.

#### **POINT 11. PROJETS EN PREPARATION**

Le Conseil a écouté avec attention, et pris note de l'exposé du Secrétariat Exécutif sur ce point. Il s'agit de l'informer sur l'ensemble des projets en cours d'élaboration et en cours de réalisation. Ces projets couvrent des domaines d'activités aussi variées que - les plantes médicinales, - l'environnement, - le SAFGRAD, - les Sciences du sol, - la protection des végétaux. Compte tenu de la lenteur des procédures qui jalonnent le chemin de la mise au point d'un projet, il est recommandé au Secrétariat exécutif de tout mettre en oeuvre pour faire aboutir l'ensemble des projets dans les meilleurs délais, en minimisant les goulots d'étranglement qui pourraient surgir par moments.

#### **POINT 12. DISTRIBUTION/CIRCULATION DES PUBLICATIONS**

La question de distribution/circulation de l'information et de publications a été abordée tout au long des débats qui se sont déroulés autour des différents points de l'ordre du jour. Des suggestions ont été faites à la CSTR, l'invitant



à utiliser les services des organisations internationales qui sont établies sur le continent, ainsi que les points focaux nationaux constitués par les organismes directeurs de politiques scientifiques et techniques nationales.

### **POINT 13. QUESTIONS DIVERSES**

Deux points ont été discutés sous ce titre:

- la prolifération des réseaux en Afrique;
- les relations entre le CSA et les organismes internationaux établis en Afrique.

#### **Prolifération des Réseaux**

Après avoir noté les avantages des réseaux sur le continent, le Conseil a déploré leur prolifération et le risque qu'ils comportent de désorganiser les institutions nationales de Recherche en détournant les chercheurs de leurs préoccupations premières.

On a insisté sur le fait que l'implantation des réseaux devrait tenir compte de la disponibilité des ressources humaines suffisantes susceptibles de participer aux activités des réseaux, et que ceux-ci devraient oeuvrer dans le sens du renforcement des structures nationales en leur apportant les compléments requis et souhaités.

#### **2.) Relations entre le CSA et les organismes internationaux établis en Afrique**

Le représentant du Secrétariat a présenté à titre d'exemple, les institutions du Groupe Consultatif des Instituts internationaux de Recherche Agricole tels que l'IITA, l'ILCA, l'ILRAD. Il a posé la question de savoir s'il ne fallait pas définir les relations que de telles institutions devaient avoir avec le CSA, dès lors qu'ils opèrent sur le Continent.

A ce sujet le Conseil a demandé à la CSTR de préparer un document qui fasse état du bilan exhaustif de la coopération de la CSTR avec les organisations internationales basées en Afrique et de le soumettre pour examen au CSA à sa prochaine session.

### **POINT 14. LIEU ET DATE DE LA PROCHAINE SESSION**

Compte tenu de la restructuration envisagée de la CSTR et de ses organes, le CSA a estimé qu'il ne pouvait se prononcer sur la date et le lieu de sa session suivante et a demandé au Secrétariat Exécutif de prendre contact en temps utile avec les membres du CSA pour les informer du lieu et de la date de la prochaine session aussitôt qu'ils seront fixés.







## **I RECOMMANDATION RELATIVE A LA REFORME DE STRUCTURE DE LA CSTR/OUA.**

Le Conseil Scientifique Africain (CSA) réuni en sa 8ème Session du 28 Mai au 1er Juin 1990 à Lomé (TOGO):

CONSCIENT du rôle crucial que jouent la Science et la Technologie dans le processus de développement de nos Etats.

NOTANT les efforts déployés par l'OUA pour intégrer la Science et la technologie dans ses activités de développement.

AYANT PRIS connaissance de la communication du Secrétaire Général Adjoint de l'OUA chargé de l'E.S.C.A.S.

CONSTATANT qu'aucune évaluation globale de l'impact des activités scientifiques et techniques n'a encore été réalisée depuis l'élaboration du PAL (Plan d'Action de LAGOS).

RECOMMANDE,

### **A) Au Secrétaire Général de l'OUA**

- 1) d'entreprendre une évaluation de la politique scientifique et technologique mise en oeuvre par l'OUA jusqu'à ce jour;
- 2) en attendant cette évaluation, de suspendre toute initiative de création de bureau ou de centre et d'organiser la politique scientifique et technique selon l'organigramme suivant:

- **Un organe directeur de politique scientifique et technique** chargé d'intégrer la science et la Technologie dans les activités de l'OUA eu égard aux objectifs définis par le P.A.L. Cet organe directeur est directement rattaché au Secrétariat Général de l'OUA et aura pour siège ADDIS-ABEBA. Il sera dirigé par une personnalité reconnue pour sa compétence scientifique et ayant une expérience dans le management en politique scientifique et technique.

L'organe directeur est chargé de la politique scientifique et technique et veillera à la coordination, au suivi, à l'évaluation des programmes scientifiques retenus et en recherchera le financement.

- **Un organe consultatif (CSA)** avec son mandat et sa composition actuels, qui se réunit tous les quatre ans. Un comité exécutif sera constitué en son sein pour élaborer les programmes scientifiques et techniques, aidé en cela par des comités techniques spécialisés. Le comité exécutif se réunit au moins une fois par an.

- **Les comités techniques spécialisés** chargés de traduire dans la pratique les objectifs scientifiques retenus par le C.S.A.

- **Des organes d'exécution** rattachés à l'organe directeur pouvant comporter:

- des bureaux
- des centres
- des projets

B) **Au Secrétariat exécutif de la CSTR** d'organiser une rencontre entre le Secrétaire Général de l'OUA et une délégation du CSA afin de lui exprimer les inquiétudes du CSA et rechercher avec lui les voies et moyens pour l'intégration de la science et la technologie dans le processus de développement des pays africains.

## **II RECOMMANDATION SUR LE RENFORCEMENT DE LA COOPERATION INTERNATIONALE**

Le Conseil Scientifique Africain (CSA) réuni en sa 8ème Session du 28 Mai au 1er Juin 1990 à Lomé (TOGO),

CONSIDERANT le rôle important que revêt la coopération dans la politique scientifique et technologique.

AYANT EXAMINE l'état de la coopération exposé par le Secrétariat Exécutif et les Représentants des organisations et Institutions coopérant avec l'OUA.

RECONNAISSANT que le développement de la coopération permet de contribuer d'une manière significative à la réalisation des objectifs définis dans le PAL.

CONSCIENT que les thèmes mobilisateurs arrêtés par le CSA en sa 7ème session constituent un cadre réaliste de coopération.

CONVAINCU de la nécessité du renforcement de la coopération eu égard à la modicité des ressources du continent.



**EXPRIME** sa gratitude aux organisations, institutions et centres de recherche qui apportent leur soutien financier aux activités de recherche développement conduites par la CSTR/OUA.

**RECOMMANDE** au Secrétariat Exécutif de prendre toutes les mesures appropriées pour assurer le renforcement de la Coopération internationale.

### **III RECOMMANDATION SUR LA COORDINATION DES ACTIVITES DE RECHERCHE AU NIVEAU DE LA CSTR/OUA**

Le Conseil Scientifique Africain (CSA) réuni en sa 8ème Session du 28 Mai au 1er Juin 1990 à Lomé (TOGO).

**AYANT PRIS CONNAISSANCE** des différents rapports d'activités présentés par la commission, les bureaux, centres et projets;

**CONSIDERANT** les lacunes et insuffisances constatées au niveau de la coordination des activités de Recherche- Développement.

**RECONNAISSANT** que cette situation est de nature à engendrer une dispersion de nos efforts, des double-emplois et en définitive un gaspillage de nos ressources.

**RECOMMANDE** au Secrétariat Exécutif de tout mettre en oeuvre pour mettre en place un mécanisme de coordination des activités de recherche.

### **IV RECOMMANDATION SUR LE FINANCEMENT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE**

Le Conseil Scientifique Africain (CSA) réuni en sa 8ème Session du 28 Mai au 1er Juin 1990 à Lomé (TOGO).

**CONSIDERANT** l'importance du rôle du financement dans le processus du développement socio-économique de nos Etats.

**AYANT PRIS NOTE** du rapport présenté par le Secrétariat Exécutif sur les mécanismes de financement tant bilatéral que multilatéral.

**CONSTATANT** que les ressources financières allouées aux activités de Recherche-Développement restent encore insuffisantes.

### **RECOMMANDE:**

#### **1. Au Secrétariat Exécutif**

- de poursuivre les efforts de diversification et de sensibilisation des sources de financement
- d'étudier la mise en place d'autres mécanismes de financement (Fonds Africain pour la promotion de la Science et de la Technologie==>(FAPST)

#### **2. Au Secrétariat Général de l'OUA**

- d'assurer un financement conséquent des activités de Recherche-Développement.
- d'autoriser la CSTR à rechercher les financements complémentaires.

#### **3. Aux Donateurs**

- de continuer à accorder le soutien financier nécessaire aux programmes de recherche scientifique et technologique en Afrique.

### **RECOMMANDATIONS SUR LES ACTIVITES DE LA CSTR/OUA - BUREAU DE LAGOS.**

#### **V. CENTRE AFRICAIN POUR LE DEVELOPPEMENT DES ENGRAIS**

Le Conseil Scientifique Africain (CSA), réuni en sa 8ème Session du 28 Mai au 1er Juin 1990 à Lomé (TOGO).

**CONSCIENT** de l'importance des engrais comme ingrédient essentiel pour l'accroissement de la production alimentaire en Afrique;

**CONSCIENT** de la nécessité d'évaluer la contribution potentielle des ressources naturelles existantes en Afrique à la fabrication des engrais;

**CONSCIENT** de l'insuffisance de personnel qualifié dans le domaine de la technologie des engrais en Afrique;

**RAPPELANT** la résolution CM 840 (RES XXXVI) concernant la création d'un Centre et la confirmation de cette résolution à la XLIème session ordinaire du Conseil des Ministres.



NOTE avec satisfaction le progrès accompli par l'OUA et le Gouvernement ZIMBABWE pour la création du futur Centre pour le développement des engrais;

EXPRIME sa gratitude au FIDA et au Fonds de l'OPEP pour l'assistance financière accordée à l'étape initiale du projet;

**RECOMMANDE:**

1. Que les Etats-membres signent et ratifient la convention en vue de permettre l'établissement du Centre dans les meilleurs délais.
2. Que le Secrétaire Général autorise le Secrétariat de la CSTR à solliciter des fonds et l'assistance technique des institutions donatrices internationales, en particulier le FIDA, la FAO, l'OPEP, l'ONUDI, la BANQUE MONDIALE, l'USAID et les gouvernements des pays développés amis, en organisant avec le concours du FIDA, une réunion de bailleurs de fonds sur le Centre.
3. Que l'OUA contribue pour une certaine somme, aussi modique que possible, au fonctionnement du Centre.

ENCOURAGE le IFDC à continuer à collaborer avec l'OUA/CSTR pour la réalisation de ce projet.

**VI RECOMMANDATION SUR LES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES**

Le Conseil Scientifique Africain (CSA) réuni en sa 8ème Session du 28 Mai au 1er Juin 1990 à Lomé (TOGO),

APRES AVOIR PRIS NOTE du rapport de Secrétariat Exécutif de la CSTR/OUA sur ses activités dans le domaine des Energies nouvelles et renouvelables;

AYANT NOTE avec intérêt les conclusions des travaux de la 3ème réunion du Comité d'experts de la CSTR/OUA sur l'Energie solaire et les énergies nouvelles et renouvelables tenue en 1989 à Freetown (Sierra-Léone);

CONSIDERANT la richesse de l'Afrique en sources d'énergies nouvelles et renouvelables;

COMPTE TENU des applications multiples des sources d'énergies nouvelles et renouvelables, pour le développement économique de l'Afrique, spécialement dans le monde rural;

RECOMMANDE que la CSTR, avec l'aide technique de son Comité d'Experts, et l'appui financier du Secrétariat Général à travers le budget qu'il lui alloue, participe aux efforts en cours sur le Continent Africain en les soutenant par des types d'actions telles que:

- la collecte et la ventilation d'informations entre les Etats-membres;
- la formation d'Ingénieurs, de Scientifiques, de Techniciens et Artisans engagés dans ce domaine;
- l'organisation d'ateliers, de conférences et de cours de formation.

**VII RECOMMANDATIONS SUR LA MEDECINE ET LA PHARMACOPÉE TRADITIONNELLES AFRICAINES**

Le Conseil Scientifique Africain (CSA) réuni en sa 8ème Session du 28 Mai au 1er Juin 1990 à Lomé (TOGO).

AYANT ENTENDU le rapport du Secrétariat Exécutif de la CSTR/OUA sur ses activités dans le domaine des Plantes Médicinales, la Médecine Traditionnelle et la Pharmacopée Africaines;

AYANT PRIS CONNAISSANCE des conclusions des travaux de la 10ème réunion du Comité Inter-Africain de la CSTR/OUA sur les Plantes Médicinales et la Médecine Traditionnelle Africaines tenue à Abuja (Nigéria) en 1988;

CONSIDERANT l'importance prioritaire de la Médecine Traditionnelle dans le domaine des soins de Santé Primaire en Afrique;

CONSCIENT que l'objectif idéal de la santé Pour tous en l'An 2000 ne peut être atteint que si la Médecine Traditionnelle est reconnue, développée et encouragée en Afrique;

PRENANT EN CONSIDERATION la Résolution CM/Res.976/ (XLI) du Conseil des Ministres de l'OUA prise en sa 41ème session ordinaire tenue à Addis-Abéba du 25 Février au 4 Mars 1985;

PREND ACTE des recommandations du Comité Inter-africain sur les Plantes Médicinales et la Médecine Traditionnelle Africaines et les fait siennes,

SE FELICITE du Plan élaboré pour la mise sur pied d'un programme d'études et d'industrialisation des Plantes Médicinales;



FELICITE la CSTR/OUA pour la publication de la "**Première Pharmacopée Africaine**" et l'encourage à poursuivre dans cette voie;

RECOMMANDE que l'OUA apporte son aide inconditionnelle à la CSTR en soutenant ses activités dans le domaine de la mise en exploitation des Plantes Médicinales et la revalorisation de la Médecine Traditionnelle Africaine en appuyant ses démarches par:

1. La création au moment opportun d'un Centre ou Réseau Interafricain de Recherche, Développement et Formation dans le domaine des Plantes Médicinales et demande à la CSTR/OUA de poursuivre ses efforts en collaboration avec l'OMS, l'ONUDI et autres bailleurs de fonds en vue de la réalisation de ces objectifs.
2. La conduite dans tous les Etats-membres de l'OUA, n'ayant pas encore eu à en bénéficier, de missions ethnobotaniques qui aideraient à mieux connaître les potentialités des Etats-membres en Plantes Médicinales utiles.
3. La poursuite de la rédaction de la Pharmacopée Africaine, notamment ses éditions suivantes, oeuvres d'une portée inestimable pour l'Afrique, et la publication, dans toutes les langues de l'OUA, de cet important ouvrage.
4. La Formation au Niveau Universitaire et de Techniciens dans le domaine des Plantes Médicinales.

#### **VIII FORMATION A LA GESTION AGRICOLE EN AFRIQUE (A.M.T.A)**

Le Conseil Scientifique Africain (CSA) réuni en sa 8ème Session du 28 Mai 1er Juin 1990 à Lomé (TOGO),

RECONNAISSANT le fait que la formation agronomique est un facteur important pour la promotion d'une agriculture viable;

CONSCIENT qu'il existe un manque de Personnel qualifié en gestion agricole en Afrique;

DESIREUX d'améliorer les capacités, en recherche agronomique, et de gestion des projets agricoles;

EXPRIME sa gratitude aux donateurs qui ont continué de financer ce projet, notamment le FIDA, la BAD, l'EDI de la Banque Mondiale;

#### **RECOMMANDE:**

1. Que les donateurs continuent de soutenir ce programme, avec un accent particulier sur la formation des stagiaires ;
2. Que le Secrétariat Général élabore des prévisions budgétaires pour l'extension de ce programme dans tous les Etats membres de l'OUA;
3. Que le Secrétariat Exécutif intensifie ses démarches auprès du FIDA pour obtenir le financement de sous-programmes V et VI si possible;
4. Que des mesures soient prises au niveau du Comité Directeur du Programme pour que AMTA soit institutionnalisé afin de le rendre opérationnel dans tous les états-membres.
5. Que des mesures soient prises pour que des initiatives de ce type soient prises dans d'autres secteurs clés du développement en Afrique.

#### **IX RECOMMANDATION SUR LES ACTIVITES DE LA CSTR RELATIVES A L'ENVIRONNEMENT**

Le Conseil Scientifique Africain (CSA) réuni en sa 8ème Session du Mai au 1er Juin 1990 à Lomé (TOGO).

CONSIDERANT l'actualité et la gravité des problèmes d'environnement posés à l'Humanité et en particulier en Afrique;

RAPPELANT les recommandations du Plan d'Action de Lagos dans le domaine de l'Environnement.

APRES AVOIR EXAMINE les différents rapports, soumis par le Secrétariat Exécutif dans le domaine de l'Environnement notamment en ce qui concerne les Forêts tropicales, le projet d'aménagement intégré du massif du Fouta-Djallon, la lutte contre l'érosion côtière.

AYANT PRIS NOTE de la tenue prochaine à Bamako (MALI) d'une Conférence Ministérielle Africaine sur l'Environnement et le Développement durable et conscient de la responsabilité scientifique du CSA dans ce domaine vital en tant qu'organe consultatif de l'OUA.



1. **RECOMMANDE:**

- (a) Aux Etats-membres et plus particulièrement à leurs Communautés scientifiques de prendre une part active à la préparation de la Conférence de Bamako en soumettant des contributions scientifiques sur la base des priorités nationales, sous-régionales et régionales en vue de la formulation de la stratégie de mise en oeuvre du Programme du Caire de la CMAE.
- (b) Au Secrétariat Général de l'OUA de mettre en oeuvre les résolutions qui seront issues de la Conférence Ministérielle de Bamako où une suite concrète devra être donnée aux différents points relatifs à l'environnement soulevés au cours de la présente session du Conseil conformément aux préoccupations scientifiques du CSA.

2. **PREND ACTE** du rapport d'évaluation du projet d'aménagement intégré du Massif de Fouta Djallon et recommande au Secrétaire Général de prendre toutes les mesures requises pour rendre ce projet régional opérationnel sous la supervision de la CSTR.

**X RECOMMANDATION SUR L'OCEANOGRAPHIE ET LES PECHES**

Le Conseil Scientifique Africain (CSA) réuni en sa 8ème Session du 28 Mai au 1er Juin 1990 à Lomé (TOGO).

**AYANT PRIS NOTE** du programme présenté par le Secrétariat Exécutif de la CSTR en matière d'OCEANOGRAPHIE ET DES PECHES;

**SE FELICITANT** de l'initiative prise pour la relance de cet important sous-secteur;

**CONSCIENT** du rôle que peuvent jouer les protéines halieutiques dans la couverture des besoins alimentaires du Continent;

**SE FELICITE** de l'appui apporté Par le Secrétariat Général au programme et de la première mise de fonds en direction de ce programme;

**RECOMMANDE** à la CSTR d'oeuvrer dans le sens de l'exécution du programme dont il sera rendu compte à la prochaine Réunion du CSA;

**DEMANDE** à la CSTR de tout mettre en oeuvre pour intéresser à son programme les Institutions menant des activités dans ce domaine.

**XI RECOMMANDATION SUR LE BIS(ACTIVITES DES SCIENCES DU SOL)**

Le Conseil Scientifique Africain (CSA) réuni en sa 8ème Session du 28 Mai au 1er Juin 1990 à Lomé (TOGO).

**REAFFIRMANT** son attachement aux principes et objectifs de la charte de l'OUA ainsi qu'au Plan d'Action et à l'Acte final de LAGOS;

**COMPTE TENU** de l'importance de l'agriculture dans l'économie des Etats Africains et de la priorité qui lui est accordée dans les différents plans nationaux de développement;

**PERSUADE** que dans tout processus de production agricole (végétale ou animale) le facteur sol occupe une place de premier choix.

**CONSIDERANT** que le sol est une ressource naturelle non renouvelable qu'il convient de protéger contre les phénomènes de dégradation et d'érosion;

**CONSIDERANT** que le BIS en tant qu'instrument de documentation et de circulation des informations sur les sols a contribué à une meilleure connaissance des sols d'Afrique;

**VU** le capital scientifique de ce Bureau et l'expérience acquise dans le domaine des sols et afin de le préserver et le développer;

**DEPLORE** la situation actuelle dans laquelle se trouve cette institution;

**RECOMMANDE:**

- **Au Secrétariat Général de l'OUA**, de prendre des mesures appropriées pour adapter la mise en oeuvre des activités liées aux sciences du sol aux moyens actuellement disponibles (si possible, avec redéploiement de personnels).

- **Au Secrétariat Exécutif de la CSTR**, d'approcher le Réseau des sols dont le Centre de Coordination est basé à KUMASSI (GHANA), en vue d'une meilleure harmonisation de leurs programmes et d'une éventuelle coopération.



Quela CSTR, en liaison avec d'autres Organisations/Pays donateurs, recherche les sources de financement pour assurer la formation de personnel dans le domaine de la Science des Sols, tant au niveau national que régional, et de mettre en oeuvre ce programme.

## **XII RECOMMANDATION SUR LE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES**

Le Conseil Scientifique Africain (CSA) réuni en sa 8ème Session du 8 Mai au 1er Juin 1990 à Lomé (TOGO).

APRES AVOIR PRIS connaissance et discuté des rapports d'activités des différents bureaux de la CSTR;

CONSCIENT du rôle sans cesse croissant que la science et la technologie auront à jouer dans les prochaines décennies en Afrique dans le secteur du développement socio-économique du Continent;

REAFFIRMANT son attachement aux principes et objectifs de la Charte de l'OUA, au Plan d'Action et à l'Acte final de Lagos, ainsi qu'au Programme prioritaire pour le Redressement Economique de l'Afrique;

CONSIDERANT le rôle éminemment déterminant que jouent les ressources humaines dans tout processus de développement;

CONVAINCU que ce sont les hommes qui font le développement et non les systèmes et les institutions seuls, si théorisés soient-ils, si volontaristes s'affirment-ils;

RECOMMANDE au Secrétariat Exécutif de la CSTR/OUA de tout mettre en oeuvre pour:

- Approcher toutes les institutions internationales, Intergouvernementales, les Organisations Non-Gouvernementales qui ont vocation de formation afin de;

- Initier, et mettre en oeuvre en coopération avec elles, des programmes de formation intégrée à différents niveaux et dans la plupart des secteurs d'intervention de la CSTR en mettant l'accent sur des créneaux non encore ou insuffisamment exploités.

DEMANDE à la CSTR/OUA de tout mettre en oeuvre pour étendre la coopération à d'autres domaines d'activités, avec toutes les Organisations et Institutions Internationales qui ont les mêmes objectifs, afin d'explorer et exploiter toutes les disponibilités existantes pour élaborer des programmes communs d'action;

EXHORTE, tout en leur exprimant sa gratitude, toutes les Institutions qui collaborent, sous toute forme que ce soit avec la CSTR, non seulement à continuer, mais surtout à intensifier leurs concours et aider à la CSTR afin de lui permettre d'atteindre les objectifs prioritaires définis par les Etats-membres de l'OUA.

DEMANDE aux Etats-membres de l'OUA de soutenir l'UNESCO dans la mise en oeuvre du Projet UNESCO/BAD de "Formation pour l'intégration de la Science et la Technologie dans le processus du Développement Socio-économique et Culturel des Etats africains".

## **XIII BUREAU INTERAFRICAIN DES RESSOURCES ANIMALES (IBAR) NAIROBI (KENYA)**

Le Conseil Scientifique Africain (CSA) réuni en sa 8ème Session du 28 Mai au 1er Juin 1990 à Lomé (TOGO), s'est félicité du progrès réalisé dans l'exécution des projets de l'OUA/CSTR/IBAR et des réalisations du Bureau des Ressources Animales en Afrique, dans les domaines suivants:

### **1. SANTE ANIMALE**

#### **1.1 CAMPAGNE PANAFRICAINNE DE LUTTE CONTRE LA PESTE BOVINE**

NOTANT avec satisfaction le soutien financier apporté par la communauté des donateurs, en particulier la CEE, la FAO, les Gouvernements du Nigéria, d'Italie, de la France, d'Allemagne Fédérale et du Royaume Uni;

SE FELICITANT EN OUTRE du progrès réalisé dans l'exécution de la Campagne Panafricaine contre la Peste Bovine et l'éradication de la peste bovine dans la plus grande partie du continent;

CONSCIENT des effets néfastes de la peste bovine et de la péripneumonie contagieuse bovine sur l'industrie animale en Afrique.



1) **FELICITE** L'OUA/CSTR/IBAR pour le succès de la mise en oeuvre de la Campagne.

2) **SE FELICITE** du soutien financier apporté jusqu'ici par les donateurs à l'OUA dans le cadre de la campagne et **EXHORTE** la CEE et les autres donateurs à fournir davantage de fonds pour l'intensification de la campagne et l'éradication de la maladie.

3) **ENCOURAGE** les Etats-membres à coopérer afin d'assurer l'éradication de la maladie en Afrique.

## **1.2 PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LA TRYPANOSOMIASIE ANIMALE AFRICAINE ET DEVELOPPEMENT CONNEXE**

**CONSCIENT** des restrictions que les mouches tsé-tsé et la trypanosomiasie imposent sur l'utilisation du sol et le développement de l'industrie animale en Afrique.

**DESIREUX** d'accroître la production alimentaire en Afrique;

**CONSCIENT** du rôle que le secteur de l'élevage joue dans les économies des Etats-membres;

**INVITE** L'OUA/CSTR/IBAR à mettre d'urgence sur pied des projets régionaux panafricains pour la lutte contre les tsé-tsé/trypanosomiasie et **EXHORTE** les Etats-membres à soutenir et faciliter l'exécution d'une telle campagne.

## **1.3 TIQUES ET MALADIES TRANSMISES PAR LES TIQUES**

**AYANT NOTE** les efforts déployés par l'OUA/CSTR/IBAR et les autres Organisations Internationales, en particulier la FAO, l'ILRAD et les Etats-membres dans la lutte contre les tiques et les maladies qu'elles transmettent;

**CONSCIENT** des effets néfastes des tiques et des maladies transmises par les tiques sur l'industrie animale en Afrique.

**SE FELICITE** des efforts déployés jusqu'ici par l'OUA/CSTR/IBAR, la FAO, l'ILRAD et les Etats-membres dans la lutte contre les tiques et les maladies qu'elles transmettent et **EXHORTE** l'OUA/CSTR/IBAR à créer, en collaboration avec les autres Organisations Internationales des centres de lutte contre les tiques et les maladies transmises par les tiques.

## **2. PRODUCTION ANIMALE**

### **2.1 RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT**

**CONSCIENT** du fait que la recherche et Développement dans le domaine de la Production Animale n'a pas, par le passé, été intensifiée de la même manière que pour la santé animale en Afrique;

**CONSCIENT** du besoin d'accroissement de la consommation en protéines d'origine animale et de la nécessité pour l'Afrique de devenir autosuffisante dans le domaine de la production alimentaire d'ici à l'an 2000;

**RECOMMANDE** que l'OUA/CSTR/IBAR accorde une certaine priorité à la Recherche et Développement pour la production animale.

### **2.2. AMELIORATION DE LA PRODUCTION DE PETITS RUMINANTS**

**CONSCIENT** de la grande population et de la répartition des petits ruminants en Afrique, de leur rôle dans la production de protéines pour l'alimentation des hommes et de leur contribution aux économies des Etats-membres

**DESIREUX** de promouvoir l'élevage et d'améliorer l'état de santé des petits ruminants ;

**RECOMMANDE** que l'OUA/CSTR/IBAR, en collaboration avec les autres organisations Internationales, en particulier l'ILCA, le CRDI, accorde une priorité à la promotion de la production des petits ruminants en Afrique.

### **2.3 RESSOURCES GENETIQUES ANIMALES: CONSERVATION ET GESTION**

**RECONNAISSANT** l'existence d'un excellent matériel génétique chez les petits ruminants en Afrique;

**DESIREUX** de sauvegarder ce matériel en vue de la dilution délibérée des gènes indigènes par un croisement avec des races exotiques;

**CONSCIENT** de la nécessité de conserver les gènes indigènes;



EXHORTE L'OUA/CSTR/IBAR à accorder une priorité à la création de banques de gènes en Afrique, de banques de données au Bureau de l'OUA/CSTR/IBAR et EXHORTE, en outre, l'IBAR à prendre des mesures expresses visant à encourager la sélection et l'élevage de races de petits ruminants hautement productives.

#### **XIV BUREAU DU CONSEIL PHYTOSANITAIRE INTERAFRICAIN (CPI) YAOUNDE (CAMEROUN)**

Le Conseil Scientifique Africain (CSA) réuni en sa 8ème Session du 28 Mai au 1er Juin 1990 à Lomé (TOGO).

AYANT EXAMINE le rapport du bureau;

PRENANT ACTE des recommandations formulées par les organes techniques du CPI;

NOTANT les dispositions déjà prises par le Conseil des Ministres de l'OUA pour le démarrage des cours au centre africain de Recherche et de formation phytosanitaires (CARFOP) pendant l'année académique en cours;

CONSIDERANT que le développement économique et social ne peut s'exécuter sans la valorisation des ressources humaines;

CONSCIENT des difficultés financières que connaît le CPI pour la mise en exécution de son programme d'action;

1. INVITE le **Directeur du bureau** à concentrer les efforts sur les actions cibles prioritaires;

2. DEMANDE,

a) Au **SECRETARIAT GENERAL** de l'OUA, de renforcer les moyens financiers et techniques du CPI, notamment en pourvoyant du personnel qualifié aux postes vacants et à ceux opérationnels, pour la mise en oeuvre efficace des actions du programme.

b) **AUX ETATS-MEMBRES** de se doter de structures et d'infrastructures phytosanitaires nationales, opérationnelles et fiables, et d'exploiter le CARFOP pour le renforcement de leurs capacités en ressources humaines.

#### **XV RECOMMANDATION SUR LE PROJET D'AMENAGEMENT INTEGRE DU MASSIF DU FOUTA DJALLON A CONAKRY (GUINEE)**

Le Conseil Scientifique Africain (CSA) réuni en sa 8ème Session du 28 Mai au 1er Juin 1990 à Lomé (TOGO).

AYANT EXAMINE le rapport de la Mission d'Evaluation du Projet sur l'Aménagement Intégré du Massif du Fouta Djallon présenté par le Secrétariat Exécutif de la CSTR/OUA;

AYANT NOTE AVEC SATISFACTION l'excellent travail accompli au cours de la mission d'évaluation;

SE FELICITANT du Rapport sur la mission;

AYANT PRIS ACTE du Budget proposé pour l'exercice 1990/91 pour le Bureau de Coordination du Projet tel que présenté en Annexe I au Rapport;

RECOMMANDE le projet de Budget à l'OUA;

REITERE ses recommandations contenues aux paragraphes 1-3 du Rapport sur le Bureau de Coordination du Massif du Fouta Djallon à l'issue de sa 7è session;

RECOMMANDE:

1. Que l'OUA continue sa mission de coordination internationale et maintienne sa présence physique dans la phase décisive de cet important projet régional.
2. Que l'OUA, en collaboration avec le pays hôte et les organisations participantes au projet fournisse une assistance technique à l'Unité Nationale de coordination basée à Labé (Guinée) en recrutant deux experts devant assurer la coordination technique. Les implications financières du recrutement sont annexées au présent rapport. La possibilité du recrutement de ces experts dans le cadre des accords de coopération avec les institutions spécialisées de l'ONU ou autres donateurs de l'OUA doit être explorée en vue d'éviter un fardeau financier pour l'Organisation Panafricaine.



3. Qu'afin de mieux articuler le caractère régional du projet et de mobiliser l'intérêt de tous les pays concernés, la mission de coordination assignée à l'OUA soit adaptée à cet effet et prenne l'initiative d'appliquer des mesures similaires à celles des BRP (Bassins Représentatifs Pilotes) dans les pays voisins du massif.

4. Que le Bureau de Coordination Internationale soit redynamisé afin qu'il se préoccupe de la situation administrative et conditions de travail du personnel, en particulier celles du Coordonnateur International, du Traducteur Anglais/Français et du personnel de la Comptabilité en vue d'assurer un fonctionnement efficace des activités du Bureau.

5. Que l'OUA prenne des mesures nécessaires pour suivre les initiatives du Directeur Exécutif du PNUE visant à réactiver le programme du Caire de la Conférence des Ministres Africains de l'Environnement (CMAE), en particulier, en ce qui concerne sa mise en oeuvre rapide et le déboursement d'une allocation à partir du Fonds d'affectation Spécial pour financer les Projets prioritaires dudit programme, afin de résoudre toutes les questions de gestion administrative et du personnel auxquelles le Coordonnateur International peut être confronté.

## **XVI RECOMMANDATIONS SUR LE PROJET DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT DES CEREALES EN ZONES SEMI-ARIDES (SAFGRAD)**

Le Conseil Scientifique Africain (CSA) réuni en sa 8ème Session du 28 Mai au 1er Juin 1990 à Lomé (TOGO).

AYANT PRIS NOTE avec intérêt du Rapport d'Activités du Projet SAFGRAD et des résultats encourageants obtenus, notamment:

- \* l'identification des différentes contraintes au développement agricole;
- \* la mise en oeuvre de Réseaux de recherche;
- \* la mise au point de variétés de céréales résistantes à la sécheresse, aux maladies et au Striga et la vulgarisation de ces variétés au niveau des Etats-membres;

\* la formation à tous les niveaux;

\* le transfert de technologie en milieu paysan.

CONSCIENT du rôle joué par les protéines d'origine végétale dans la recherche de l'auto-suffisance alimentaire;

TENANT EN COMPTE l'aire géographique du SAFGRAD et le nombre d'Etats membres couverts par son action;

SE FELICITE de la décision prise par le Conseil des Ministres de l'OUA pour:

- LA POURSUITE du Projet SAFGRAD;

- LA TENUE d'une Réunion de concertation sur le Statut et le rôle futur du SAFGRAD, dans le cadre de la restructuration de la CSTR;

- LA CONVOCATION d'une Réunion des bailleurs de fonds;

EXPRIME sa satisfaction au Secrétaire Général de l'OUA pour l'accroissement de sa contribution financière au fonctionnement du SAFGRAD;

RENOUVELLE sa gratitude à tous les Organismes Internationaux et les Donateurs pour leur assistance technique et financière au Projet;

RECOMMANDE au Secrétaire Général de l'OUA de tout mettre en oeuvre pour le renforcement et la restructuration du Bureau de Coordination du Projet SAFGRAD et sa prise en charge effective;

INVITE la CSTR, en liaison avec le Bureau de coordination du SAFGRAD, à mettre l'accent sur toutes les mesures susceptibles de renforcer les Structures nationales; notamment le transfert des Réseaux;

PRIE instamment l'USAID, à la lumière des résultats encourageants obtenus grâce à sa contribution généreuse dans le cadre des phases 1 et 2 du Projet, de maintenir son assistance et de participer à la mise en oeuvre de la phase 3 et au plan stratégique à long terme du Projet SAFGRAD.



Les Délégués à la 8ème Session du Conseil Scientifique Africain de l'Organisation de l'Unité Africaine (O.U.A.), réunis à Lomé du 28 Mai au 1er Juin 1990.

Apprécient hautement l'initiative prise par le Secrétariat Général de l' OUA, d'organiser la présente session à Lomé- République du Togo, en tant que cadre de concertation et d'échanges d'expériences entre les Experts de la Commission Scientifique Technique, et de la Recherche de l'OUA;

Sont très sensibles à l'accueil chaleureux fraternel et authentiquement africain qui leur a été réservé par les autorités togolaises au cours de leur séjour en terre togolaise;

Expriment leur déferente reconnaissance à son Excellence, le Général GNASSINGBE EYADEMA, Président Fondateur du Rassemblement du Peuple Togolais, Président de la République, pour l'intérêt qu'il porte au développement de la Science et de la Technologie en Afrique;

ADRESSENT leurs sincères remerciements et leur profonde gratitude au peuple togolais pour l'attention particulière, la généreuse hospitalité et toutes les facilités dont ils ont été l'objet depuis leur arrivée à Lomé.

Fait à Lomé, le 1er Juin 1990

La 8<sup>e</sup> Session.

# LISTE DES PARTICIPANTS



# LIST OF PARTICIPANTS/LISTE DE PARTICIPANTS

## BURKINA FASO

ISSIAKA **KABORE**  
MAITRE DE RECHERCHE  
CNRST/IRSN  
03 B. P. 7192  
OUAGADOUGOU 03.

## CONGO

PROF. DELPHIN **LOUEMBE**  
FACULTE DES SCIENCES  
B. P. 69  
BRAZZAVILLE R.P. CONGO

## THE GAMBIA/GAMBIE

ALBERT H. A. **COX**  
PRINCIPAL RESEARCH OFFICER  
MINISTRY OF AGRICULTURE  
BANJUL

## GHANA

PROF. F. O. **KWAMI**  
VICE CHANCELLOR  
UNIVERSITY OF SCIENCE AND  
TECHNOLOGY  
KUMASI GHANA

## MALAWI

PROF. BROWN BESWICK **CHIMPHAMBA**  
UNIVERSITY OF MALAWI  
P. O. BOX 219  
LILONGWE  
FAX NO.: 265 721 624

## NIGER

ASSANE ISSA **MODI**  
UNIVERSITE NIAMEY  
B. P. 10963  
NIAMEY  
TELEX: UNINIM 5256 N1  
(UNIVERSITE NIAMEY)

## NIGERIA

MRS. EMEH **OSUJI**  
ASSISTANT CHIEF SCIENTIFIC OFFICER  
FED. MINISTRY OF SCIENCE &  
TECHNOLOGY  
9 KOFO ABAYOMI ROAD  
VICTORIA ISLAND  
LAGOS

## RWANDA

DR. FRANCOIS **GASENGAYIRE**  
DIRECTEUR GENERAL  
INSTITUTE DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE  
ET TECHNOLOGIQUE  
B. P. 227 BUTARE  
TELEX: 22605 UNR BTE RW

## TOGO

PROF. MESSAN **GNININVI**  
DIRECTEUR DE LA RECHERCHE  
SCIENTIFIQUE  
B. P. 2729  
LOME  
TELEX: 5322



TUNISIA/TUNISIE PROF. HASSINE FERID **AYEDI**  
 ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS  
 SFAX.

R.A.S.D. AMBASSADOR MOKHTAR **BRAHIM**  
 AMBASSADEUR DE LA RASD EN ETHIOPIE  
 P. O. BOX 3008  
 ADDIS ABEBA  
 ETHIOPIE  
 TELEX: 21430 RASD ET

### OBSERVERS/OBSERVATEURS

U.N.E.S.C.O. DR. ISSA **INSA**  
 SPECIALISTE DU PROGRAMME  
 RESPONSABLE DU SUIVI  
 (CASTAFRICA II)  
 UNESCO/ROSTA  
 P. O. BOX 30592  
 NAIROBI  
 TELEX: 22275

E.C.A. THEOPHILUS S. **KARUMUNA**  
 ECONOMIC AFFAIRS OFFICER  
 UNECA  
 ADDIS ABABA  
 ETHIOPIA

O.M.S. DR. KABAMBA **NKAMANY**  
 REPRESENTANT OMS  
 BUREAU REGIONAL POUR L'AFRIQUE  
 B. P. 6 BRAZZAVILLE  
 REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO  
 TELEFAX: 00228/217832 LOME, TOGO

F.A.O. DR. S. N. **KASSAPU**  
 FAO BUREAU REGIONAL POUR AFRIQUE  
 B. P. 1628 ACCRA  
 GHANA  
 TELEX: 2139

P.R.O.D.A. DR. F. N. C. **ORAGWU**  
 PRODA (FED. MINISTRY OF SCIENCE &  
 TECHNOLOGY)  
 P. O. BOX 51602 FALOMO  
 IKOYI - LAGOS  
 NIGERIA

U.N.I.D.O. DR. KADRESS **VENCATACHELLUM**  
 DIRECTOR OF UNIDO FOR TOGO,  
 NIGER & BENIN  
 c/o UNDP, B. P. 911 LOME  
 TOGO.



## **SECRETARIAT**

**DR. SYLVESTRE NSANZIMAN**

ASSISTANT SECRETARY GENERAL (ESCAS)

OAU GENERAL SECRETARIAT

P. O. BOX 3243

ADDIS ABABA

ETHIOPIA

**PROF. C. A. JOHNSON**

EXECUTIVE SECRETARY A.I.

OAU/STRC

P. M. B. 2359 MARINA

LAGOS

NIGERIA

**MR. ABEL L. MBIELE**

SCIENTIFIC SECRETARY

OAU/STRC/IAPSC

B. P. 4170 NGLONKAK

YAOUNDE

CAMEROUN

TELEX: 8460 KN

**DR. W. N. MASIGA**

DIRECTOR

OAU/IBAR

P. O. BOX 30786

NAIROBI

KENYA

TELEX: 22893

**DR. PAPA DAOUDA FALL**

ASSISTANT EXECUTIVE SECRETARY

OAU/STRC

P. M. B. 2359 MARINA

LAGOS

NIGERIA

TELEX: 22199 TECOAU NG

**DR. A. TALL**

DEPUTY DIRECTOR

OAU/IBAR

P. O. BOX 30786

NAIROBI

KENYA

**MR. ATEF WAHAB GHABRIAL**

CHIEF OF SCIENCE & TECHNOLOGY

OAU GENERAL SECRETARIAT

ADDIS ABABA

**DR. JOSEPH M. MENYONGA**

INTERNATIONAL COORDINATOR

OAU/STRCSAFGRAD

01 B. P. 1783

OUAGADOUGOU

BURKINA FASO

**MR. NOEL JOHNSON**

SCIENTIFIC RESEARCH OFFICER

OAU/STRC

P. M. B. 2359 MARINA

LAGOS

**DR. MOISE AKLE**

SCIENTIFIC OFFICER

OAU/STRC

P. M. B. 2359 MARINA

LAGOS



**MR. PAUL EDZOA**  
CHIEF ACCOUNTANT  
OAU/STRC  
LAGOS

**MR. K. A. POBI**  
CONFERENCE OFFICER  
OAU/STRC  
LAGOS

**MS. BOLA OBILANA**  
ADMINISTRATIVE ASSISTANT  
OAU/STRC  
LAGOS

**MR. MATHIAS OFON**  
ENGLISH TRANSLATOR  
OAU/STRC  
LAGOS

**MR. M. N'GUEREMALET-BEA**  
FRENCH TRANSLATOR  
OAU/STRC  
LAGOS

**MR. A. O. IGBOKWE**  
ENGLISH SECRETARY  
OAU/STRC  
LAGOS

**MRS. F. O. IDRIS**  
ENGLISH SECRETARY  
OAU/STRC  
LAGOS

**MR. JOSHUA OLUWOLE**  
FRENCH SECRETARY  
OAU/STRC  
LAGOS

**MR. STEPHEN AHMODU**  
OAU/STRC  
LAGOS



1990-06

# 8EME SESSION DU CONSEIL SCIENTIFIQUE AFRICAIN, RAPPORT ET RECOMMANDATIONS

CSTR/OUA

CSTR/OUA

---

<https://archives.au.int/handle/123456789/8545>

*Downloaded from African Union Common Repository*